

Le Brésil défend le dialogue avec la Syrie en vue d'une transition politique

LE MONDE | 30.05.2012

Par Propos recueillis par Nicolas Bourcier (Brasilia, envoyé spécial)

Philosophe de formation, francophile et ancien ambassadeur du Brésil à Washington pendant le deuxième mandat du président Luiz Inacio Lula da Silva, Antonio Patriota, 58 ans, est le ministre des relations extérieures du gouvernement de Dilma Rousseff.

Depuis mars, le Brésil manifeste une intense activité diplomatique. La présidente Dilma Rousseff a rencontré la chancelière Angela Merkel puis le président américain Barack Obama, il y a eu le sommet des BRICS à New Delhi et celui des Amériques à Carthagène, en Colombie. Quel rôle jouez-vous sur la scène internationale ?

Nous vivons un monde en transition, en proie à un mouvement très accéléré. La diplomatie brésilienne a des atouts extraordinaires pour mener une politique d'intégration régionale approfondie ainsi qu'une politique œcuménique ayant un regard global sur le monde. Notre agenda international est essentiellement basé sur la paix et le développement. Nous n'avons pas d'arme de destruction massive [ADM] et n'avons pas l'intention de nous en procurer, notre Constitution nous l'interdit. De fait, le Brésil est peut-être idéalement placé pour jouer un rôle de "pont" entre les pays et les différentes régions. Nous sommes un pays sans ennemi, nous avons des relations avec les 193 membres des Nations unies, même avec l'Etat palestinien qui n'en fait pas encore partie.

Cette ambition passe-t-elle par un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ?

Dans ce monde multipolaire, il me semble qu'il faut donner une attention spéciale aux questions des gouvernances globales. Le Conseil reflète l'ordre de l'immédiat après-guerre. Or, pour que le fonctionnement de ce système reste satisfaisant, nous insistons sur la réforme de l'ONU. Ce système doit s'ouvrir à des acteurs qui peuvent contribuer à garantir que cette nouvelle multipolarité soit celle de la coopération entre les différents pôles et non pas celle de la compétition, du manque de communication ou de la tension.

Dans le cas syrien, vous maintenez depuis le début des événements une position en faveur du dialogue avec le régime de Bachar Al-Assad. Que vous inspire le massacre commis le 25 mai à Houla ?

Le Brésil s'associe intégralement à la déclaration faite par le président du Conseil de sécurité [le 27 mai] qui condamne ces attaques. Nous réaffirmons notre soutien à la proposition en six points de l'Envoyé spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe, Kofi Annan, en particulier le deuxième point qui fait appel à la cessation immédiate des combats et à un arrêt effectif de toutes les formes de violence. Selon la proposition Annan, il est impératif que le gouvernement syrien mette fin aux mouvements de troupes en direction d'agglomérations et cesse d'utiliser des armes lourdes contre elles. Cela permettra le déclenchement d'un processus politique ouvert, dirigé par les Syriens, capable de stabiliser le pays et de répondre aux aspirations et préoccupations légitimes de la population.

Vous avez évoqué encore récemment la présence d'armes de destruction massive en Syrie comme une sorte de justification à votre politique. Qu'en est-il ?

Ce n'est pas un argument que j'utilise pour justifier notre position. La presse et même le directeur de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques ont déclaré qu'il y avait des soupçons élevés au sujet de la présence d'armes chimiques. Il faut en tenir compte. Nous jouissons désormais d'un consensus au sein du Conseil de sécurité. Ce n'était pas le cas l'année dernière.

Au Conseil de 2010 à 2011, nous avons travaillé de manière très soutenue pour approcher les positions, l'idée d'un envoyé spécial a été adoptée. Il s'agit d'ailleurs d'une idée que nous avons

proposée en septembre. La présomption est que l'on va désormais travailler pour qu'il y ait une diminution de la violence et que celle-ci donne lieu à des conditions de stabilité minimales afin qu'un dialogue et une transition politique aient lieu.

Est-ce un préalable ?

C'est implicite. Des contacts avec les autorités sur place seront nécessaires. Lorsque j'ai soulevé la question des ADM, c'était sous forme de question : imaginez le scénario qui pourrait avoir lieu dans la région si de telles armes existent bel et bien. Une des premières choses à faire est d'évaluer les risques qu'entraîne la stratégie que l'on défend.

S'il y a un risque de déstabilisation élevé ou si la situation peut s'avérer encore plus dangereuse pour la population, il faut chercher d'autres solutions. Et les issues possibles en Syrie ne sont pas simples. Le meilleur pari repose, en ce moment, sur le processus en marche, ayant reçu l'appui de tous les membres du Conseil.

Avant sa venue à Brasilia, en février, Catherine Ashton, la haute représentante de l'Union européenne aux affaires étrangères, avait tenu des propos assez durs, vous demandant de choisir entre Assad et le peuple syrien...

Nous choisissons toujours la diplomatie et la paix, les solutions qui entraînent le moins d'instabilité et le moins de danger pour les civils. C'est pourquoi nous avons lancé un débat au Conseil sur la "responsabilité en protégeant" (*responsability while protecting*) lors d'une action de protection. Même lorsque le Conseil autorise une intervention soi-disant pour protéger les civils, l'histoire n'est pas finie. Il faut que l'action menée sous ce mandat soit responsable et se tienne aux paramètres de la résolution du Conseil.

Vous pensez à l'intervention en Libye ?

Je pense à la crédibilité du Conseil de sécurité. Parce que si l'on ne respecte pas le mandat du Conseil, cela peut créer une situation où chacun fait ce qu'il veut. Ce n'est pas pour cela que les Nations unies ont été créées.

Dans le cas iranien, faut-il tenter une nouvelle médiation entre Brasilia et Ankara, comme en 2010, pour amener l'Iran à discuter sur son programmenucléaire ?

D'après les éléments que j'ai pu recueillir d'un côté comme de l'autre ces dernières semaines, il y a le sentiment qu'un processus pourrait être en train de s'établir qui mènerait à une réduction des tensions sur des bases qui ne seraient pas radicalement différentes de celles de l'accord de Téhéran [*mai 2010*] proposé par le Brésil et la Turquie. Mais je dois préciser que les éléments de cet accord avaient déjà auparavant été proposés par l'Agence internationale de l'énergie atomique. C'est un peu sur des bases semblables que la discussion a lieu aujourd'hui.

Le président Ahmadinejad n'est pas venu au Brésil lors de son voyagedans la région en janvier. Avez-vous pris vos distances avec le régime de Téhéran ?

Nous avons des relations correctes avec l'Iran. Je me suis réuni en septembre 2011, en marge de la réunion de l'ONU, avec mon homologue iranien [*Ali-Akbar Salehi*]. Je viens de le rencontrer à nouveau à Tunis. Les contacts se poursuivent. C'est une relation qui suit son chemin. D'ailleurs, M. Ahmadinejad devrait être présent au sommet Rio+20. Il est membre des Nations unies, soumis certes à des sanctions, mais d'autres dirigeants soumis comme lui à des sanctions du Conseil participent à des débats et conférences de l'ONU.

Au sujet du conflit israélo-palestinien, vous avez eu des mots très durs envers le Quartet. Que faut-il faire, selon vous ?

Ce qui n'est pas justifiable, c'est l'absence de progrès sur ce dossier qui devrait concentrer l'attention de la communauté internationale. Or, il n'est pas discuté de façon sérieuse et systématique au sein du Conseil. C'est le Quartet qui s'en occupe. Mais ces dernières années, il n'a pas produit de résultats concrets. J'ai transmis mes réflexions au secrétaire général de l'ONU, qui n'est pas totalement en désaccord. Il y a une frustration généralisée.

Le groupe qui réunit l'IBAS [Inde, Brésil, Afrique du Sud] a incorporé dans sa dernière déclaration l'idée que le Quartet devait se rapporter au Conseil de façon plus systématique pour qu'on puisse en discuter. C'est une suggestion de procédure mais qui au moins a l'intention de mettre l'accent sur l'importance d'une considération plus multilatérale du sujet.

Soulevez-vous cette question avec les Etats-Unis ?

De façon directe. Une relation mûre entre pays doit permettre un dialogue franc et ouvert sur les préoccupations de chacun. Le Brésil a la caractéristique de défendre la paix et posséder l'avantage de n'avoir aucun agenda parallèle. Alors oui, j'ai parlé d'Israël-Palestine, de Cuba... Il y a de nombreux sujets où nous sommes aussi sur la même longueur d'ondes, comme sur Haïti par exemple.

On assiste à une amélioration de vos rapports avec Washington. Peut-on parler de "rapprochement" ?

C'est une évolution permanente. Mais ce que vous dites n'est pas faux. Il est vrai qu'il y a une évolution positive, bénigne, et favorable dans la relation, continue, à pas continus. Aujourd'hui, la présidente Dilma Rousseff attribue beaucoup d'importance aux relations avec les Etats-Unis. C'est notre deuxième partenaire commercial quand même !

Déjà sous le deuxième mandat du président Lula, on pouvait identifier une augmentation des relations commerciales. De nouveaux mécanismes se sont créés pour discuter, par exemple, du combat contre la discrimination raciale dans nos deux pays. Nous avons désormais des réunions régulières avec nos ministres de la défense respectifs.

Vous vous montrez inquiets sur la crise européenne.

Nous avons connu dans le passé des crises qui ressemblent à celles que vit actuellement l'Europe, mais sans les atouts dont jouit votre continent. Nous croyons beaucoup à votre capacité à rebondir. Et nous aussi, nous avons ce débat entre discipline fiscale et croissance économique. La présidente a toujours avancé des arguments mettant l'accent sur la deuxième formule. D'une certaine façon, cela créé un peu une affinité spéciale avec le président français.

Mais pour être juste envers le gouvernement du président Sarkozy, nos relations se sont beaucoup développées ces dernières années. La France appuie une réforme du Conseil de sécurité où le Brésil et d'autres pays émergents seraient membres permanents. Nous avons un partenariat stratégique avec la France, nous construisons des sous-marins nucléaires avec la France...

Et bientôt l'achat d'avions Rafale ?

Sur cela, je ne détiens pas la dernière parole. Le sujet est sur la table de la présidente. Mais ce que l'on peut dire est que nous avons une base très solide pour mener plus loin ce partenariat. C'est dans cet esprit que j'ai appelé Laurent Fabius le jour de sa nomination. Nous l'attendons à Rio+20.